



HAL
open science

Résiliences

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. Résiliences. 2011, Institut de recherche pour le développement - IRD. hceres-02034919

HAL Id: hceres-02034919

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02034919v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur
l'unité :

Résiliances

sous tutelle des
établissements et organismes :

Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Université de Cocody-Abidjan, Centre Ivoirien de

Recherches Economiques et Sociales (CIRES)

Avril 2011



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :

Résiliances

sous tutelle des
établissements et organismes :

Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Université de Cocody-Abidjan, Centre Ivoirien de

Recherches Economiques et Sociales (CIRES)

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Avril 2011



Unité

Nom de l'unité : Résiliences

Label demandé : Unité mixte de recherche internationale (UMI)

Nom du directeur : M. Jean-Luc DUBOIS (IRD)

M. Mama OUATTARA (CIRES)

Membres du comité d'experts

Président :

M. Rémy HERRERA, CNRS, Centre d'Economie de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Experts :

Mme Alice Nicole SINDZINGRE, CNRS, Economix, Université Paris Ouest Nanterre La Défense

M. André GUICHAOUA, IEDES, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Expert(s) proposés par des comités d'évaluation des personnels :

M. Jean-Pierre CLING, Université Paris 13, commission scientifique des sciences sociales de l'IRD

Au cours de la visite, le CNU, sollicité, ne s'est fait représenter par aucun expert.

Représentants présents lors de la visite

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Jean-Bernard CHATELAIN

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Laurent VIDAL, directeur du département Sociétés de l'IRD

1 • Introduction

- Date et déroulement de la visite :

La visite a eu lieu le vendredi 8 avril 2011 au Centre IRD France-Nord, 32 avenue Henri Varagnat, 93143 Bondy Cedex. Le programme était le suivant :

- 9h20-10h20 : Temps de mise en place pour l'ensemble des évaluateurs. Une salle est réservée à cet effet permettant accueil et petit déjeuner. Visite des locaux des chercheurs et doctorants sur ce site.
- 10h20-11h40 : Entretien entre le comité d'experts et le représentant de la tutelle IRD et entretien téléphonique avec M. Mama Ouattara, représentant de la tutelle CIRES, Université de Cocody-Abidjan (à huis clos).
- 11h40-13h30 : Présentation de l'UMI et de ses cotutelles par les co-directeurs. Présentation des orientations thématiques de l'UMI par les coordinateurs d'axes (à huis clos) :

Thématique « Vulnérabilités des milieux et sociétés » ;

Thématique « Développement socialement durable » ;

Thématique « Normes et valeurs éthiques » ;

Thématique « Approches méthodologiques et instruments d'analyse ».

- 13h30-15h00 : Déjeuner.
- 15h00-15h30 : Rencontre avec doctorants et post-doctorants (à huis clos).
- 15h30-16h00 : Rencontre avec les chercheurs et enseignants-chercheurs (à huis clos).
- 16h00-17h00 : Rencontre de clôture avec les cotutelles et l'équipe de direction. Autres questions sur le projet après l'ensemble des entretiens : gouvernance, points forts, points faibles, risques et opportunités.
- 17h00-18h00 : Temps de réflexion pour le comité de visite (huis clos).

- Historique et localisation géographique de l'unité et description synthétique de son domaine et de ses activités :

L'unité de recherche en transition « Résiliences » fait partie des 12 unités de recherche du département Sociétés qui regroupe les sciences humaines et sociales (SHS) de l'IRD. Ce département inclut environ 200 chercheurs principalement en anthropologie, sociologie, géographie, économie et démographie. L'unité est localisée dans un groupe de bâtiments appelé « la Ferme » sur un campus dont la construction a commencé fin 1946 sur un terrain agricole de la plaine de Bondy. Cette unité, relativement petite, inclut 6 chercheurs de l'IRD, un chargé de recherche CNRS, un maître de conférences et un professeur émérite de l'université de Versailles Saint-Quentin. Le projet d'unité mixte internationale ajouterait 23 chercheurs et enseignants-chercheurs de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Mali et de Madagascar.



Cette unité a été créée en 2009, suite à la scission d'une unité mixte de recherche C3ED entre l'IRD (depuis janvier 2002) et l'université de Versailles Saint-Quentin (UVSQ), évaluée le 13 novembre 2008 par l'AERES. L'équipe d'accueil C3ED avait été créée en 1995. Ni le rapport d'évaluation du C3ED par l'AERES et ni la réponse de la présidence de l'UVSQ ne mentionnait l'éventualité d'une séparation d'avec les membres de l'actuelle unité de recherche en transition « Résiliences » de l'IRD. Un professeur émérite et un maître de conférences de l'UVSQ font toujours partie de « Résiliences » : ce sont les seuls enseignants-chercheurs d'une université française dans le nouveau projet d'unité mixte de recherche internationale de l'IRD (UMI) présenté à mi-parcours au comité d'experts.

Les thèmes des recherches de l'unité portent sur la capacité des sociétés des pays en développement à s'adapter à des chocs environnementaux, sociaux et politiques (thème de la résilience) ainsi qu'aux questions éthiques, statistiques et méthodologiques.

- **Equipe de Direction :**

Directeurs de l'unité : M. Jean-Luc DUBOIS (IRD)

M. Mama OUATTARA (CIRES)

Responsables de l'équipe 1 « Vulnérabilité des milieux et sociétés » : M. Jacques QUENSIERE (IRD) et M. Alioune KANE (UCAD Sénégal)

Responsables de l'équipe 2 « Développement socialement durable » : Mme Isabelle DROY (IRD) et M. Patrick RASOFOLO (ROR Madagascar)

Responsables de l'équipe 3 « Valeurs et normes éthiques » : M. Jérôme BALLET (UVSQ / IRD) et Mme Alice ODOUNFA (Université de Bouaké, Côte d'Ivoire)

Responsables de l'équipe 4 « Approches méthodologiques » : M. Christian MULLON (IRD) et M. Abibatou DIOP-BOARE (CIRES Côte d'Ivoire)

- **Effectifs de l'unité:**

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs d'établissements d'enseignement supérieur français (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité) : 1 maître de conférences.	1	1
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC français (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité) : 6 IRD et 1 CNRS dans le projet	5	7
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs (cf. Formulaire 2.2 et 2.4 du dossier de l'unité) : 1 professeur émérite et 23 chercheurs d'établissements africains dans le projet	1	24
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	2	2
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)	0	1
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.8 du dossier bilan de l'unité et formulaire 2.7 du dossier projet de l'unité)	10	12
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	2	4



2 • Appréciation sur l'unité

- Avis global :

La question posée au comité d'experts par l'IRD et l'équipe de recherche en transition « Résiliences » portait sur la capacité de cette unité à devenir une unité de recherche mixte internationale (UMI) de l'IRD, à mi parcours de son quadriennal.

Cette UMI aurait deux tutelles : l'IRD et l'université de Cocody-Abidjan en Côte d'Ivoire, par le truchement d'un partenariat dénommé GREEDD regroupant certains chercheurs de Côte d'Ivoire provenant du CIRES de l'université d'Abidjan-Cocody (le CIRES est un institut existant depuis plusieurs décennies et financé de manière récurrente par diverses institutions, dont la Banque mondiale), de l'université de Bouaké (une des trois universités de la Côte d'Ivoire), de l'école de statistique et d'économie ENSEA à Abidjan et du CERAP (Centre de Recherche et d'Action pour la Paix). Des établissements de trois autres pays (le Mali, le Sénégal et Madagascar) feraient aussi partie de l'UMI, sans être également des tutelles. Il s'agirait dans ce cas plutôt d'un réseau sans appartenance exclusive des chercheurs et enseignants-chercheurs de ces différents pays.

Le comité d'experts a cru percevoir que la direction de la tutelle IRD pourrait soutenir cette transformation d'UR en UMI lors de la visite. Il s'agirait de la première UMI en sciences sociales, les trois autres UMI étant de grande taille dans d'autres disciplines scientifiques. Le comité d'experts ne disposait cependant pas d'une vue d'ensemble des recompositions en cours des unités de recherche au sein de l'IRD. Le comité d'experts n'est pas en mesure d'évaluer les effets de la création éventuelle de cette UMI sur les autres UMR. Il n'est pas davantage en état de mesurer si l'équipe « Résiliences » serait, en termes relatifs, l'unité la plus adaptée pour une transition au statut d'UMI.

Remarquons cependant qu'une autre structure a été explorée par la direction de l'équipe « Résiliences ». Il s'agit d'une unité mixte de recherche avec une équipe universitaire française pouvant faire partie d'un laboratoire mixte international (LMI) de l'IRD. Un LMI de l'IRD est une structure plus souple que l'UMI, de type « réseau international », comme les groupements de recherche internationaux ou européens (GDRI ou GDRE) du CNRS.

Après la scission de l'UMR C3ED, la direction de l'équipe « Résiliences » n'a pas souhaité renouveler dans l'urgence l'expérience d'une intégration en tant qu'équipe à l'intérieur d'une UMR relativement grande qui ne porterait pas les mêmes intérêts de recherche que ceux de cette équipe. Cela a cependant des inconvénients à terme pour ce qui concerne la formation, le recrutement des doctorants et l'adossement à une école doctorale en France, alors que le projet de recherche de l'unité est tout à fait pertinent. Le comité d'experts émet l'avis que la réflexion pourrait continuer dans l'équipe « Résiliences » et dans les instances scientifiques de l'IRD en ce qui concerne un rapprochement avec un établissement universitaire français après l'éventuelle création de l'UMI par l'IRD, voire, à moyen terme (et éventuellement) avec une autre unité de l'IRD, afin d'assurer la pérennité de l'UMI après son premier quinquennal.

Le comité d'expert souhaite enfin indiquer qu'un autre outil de collaboration internationale a également été mis en place par l'IRD après le dépôt des dossiers à l'AERES le 15 octobre 2010. Il s'agit de programmes pilotes régionaux (PPR), qui sont des structures de réseaux internationaux ne se substituant pas aux unités. L'unité « Résiliences » serait partie prenante de trois programmes pilotes régionaux dont les financements et les co-financements seraient cependant à définir dans un période de restrictions financières importantes pour l'IRD.

Le comité d'experts émet un avis plutôt favorable sur le projet de cette transformation d'unité de recherche en transition en unité de recherche internationale (UMI) de l'IRD. Il émet cependant un certain nombre de réserves concernant les points à améliorer et les risques de ce projet.



- Points forts et opportunités :

Le comité d'experts a trouvé cinq points forts dans le projet d'UMI, qui sont :

- la cohésion de l'équipe de recherche autour d'un projet commun s'inscrivant dans le prolongement d'un programme réalisé depuis des années, celui de l'ex-UMR C3ED. La disparition de cette UMR à l'Université Versailles Saint-Quentin avait été décidée administrativement et indépendamment de la qualité de ses travaux.
- la grande originalité et la pertinence du projet, comme ses liens avec l'approche des « capacités » et notamment les liaisons entre éthique, environnement et économie. Dans un contexte où l'économie du développement aurait tendance à se concentrer trop exclusivement sur certaines approches et méthodes quantitatives, ce projet, comme quelques autres également portés par des unités en sciences sociales de l'IRD, contribue à la diversité des idées dans ce domaine de recherche.
- la visibilité internationale des idées portées par ce projet, qui s'articulent dans un cadre d'analyse combinant notamment l'approche des « capacités » issue des travaux du prix Nobel Amartya Sen et ceux de l'« école d'Abidjan », par exemple auprès de chercheurs du Royaume-Uni, en particulier à l'Université d'Oxford (Oxford Poverty and Human Development Initiative).
- Une inter-disciplinarité effective entre, d'une part, des économistes et des statisticiens, et, d'autre part, des écologues, des géographes, etc., travaillant dans des contextes régionaux ou nationaux très différents, en accord avec l'objet étudié et les méthodes proposées par les chercheurs.
- Un ancrage effectif dans des équipes de recherche de quatre pays d'Afrique, comprenant des chercheurs de qualité qui seraient associés à l'UMI.

- Points à améliorer et risques :

Le comité d'experts a néanmoins trouvé dans ce projet d'UMI cinq points faibles qui sont :

- L'absence de l'adossement des chercheurs de l'IRD de cette unité à une école doctorale en France, à la suite de la disparition de l'UMR C3ED à l'université de Versailles Saint-Quentin en 2009. Cela pourrait conduire à un tarissement des doctorants de l'unité en France, ce qui serait dommageable au projet. De même, les interventions des chercheurs de l'IRD dans différents masters de recherche de différentes universités, sans être adossés à une école doctorale, contribueraient au même risque.
- L'unité n'a pas encore la taille critique en France pour gérer de manière durable la coordination d'un projet d'UMI de cette dimension, avec quatre équipes étrangères de quatre pays différents, et une organisation où c'est le groupe établi en France, composé de seulement sept personnes, qui coordonne l'ensemble.
- La structure par âge de l'unité soulève un risque portant sur la pérennité de l'UMI au-delà de cinq ans, dans la mesure où deux des porteurs du projet seront à la retraite dans deux ans, et plusieurs autres un peu plus tard. Le projet, dans sa thématique, est très lié à la personnalité et aux travaux des « seniors » porteurs de projet. Il y aurait un risque que le cadre commun conceptuel se perde au cours du temps. A périmètre de l'unité inchangé, il y aurait un seul maître de conférences titulaire de l'habilitation à diriger des recherches à l'issue du quinquennal.



- Le risque politique de ne dépendre que d'une seule co-tutelle étrangère, de surcroît dans un pays qui connaît actuellement une forte instabilité politique, avec, de plus, des partenaires localisés dans d'autres pays politiquement instables. Cette remarque peut être atténuée par le fait que le CIRES à Abidjan est de longue date financé par d'importants bailleurs de fonds internationaux, tels que la Banque mondiale. Il pourrait aussi y avoir un risque d'incertitude juridique concernant les conventions formelles associant les différentes équipes étrangères à l'équipe française dans le cadre de l'UMI.
- Le risque de ne pas disposer de moyens financiers suffisants pour financer les rencontres et les échanges entre les chercheurs des différentes institutions ainsi que leurs recherches. Les porteurs de projets demanderaient une dotation annuelle à l'IRD de 200 000 € (hors coûts d'expatriation et de missions de longue durée) selon le document de projet (p. 41). D'une part, le détail des dépenses budgétaires associées à ces ressources demeure très imprécis dans le projet. D'autre part, cette somme est disproportionnée par rapport à la taille de l'équipe et aux dotations des autres unités de l'IRD.

- **Recommandations au directeur de l'unité :**

Selon le comité d'experts, il serait souhaitable :

- De prévoir l'affectation d'une personne à la coordination de la recherche et à la communication interne sur les travaux et les projets de recherche entre les différentes équipes de l'UMI, ainsi que pour la communication externe (site internet, lettres d'information).
- De poursuivre les investigations concernant l'adossement à une école doctorale d'établissements universitaires. Cet adossement pourrait s'accompagner de la constitution d'une UMR avec une équipe d'une université, ce qui pourrait permettre à l'unité d'atteindre la taille critique nécessaire. Compte tenu des vagues d'évaluation des établissements de la région parisienne, cela donnerait lieu à un nouveau dossier de l'UMI en octobre 2012 en vue de l'évaluation de la création d'une nouvelle unité de recherche mixte internationale, pour une durée de cinq ans.
- De prévoir un volet de formation doctorale et d'échanges regroupant les doctorants des pays du Sud de l'UMI et les doctorants basés en France.
- De développer les coopérations entre chercheurs « sud-sud » s'ajoutant aux collaborations entre l'équipe basée en France et les équipes africaines.
- D'approfondir les questions juridiques concernant les co-tutelles étrangères et les unités associées à l'UMI, notamment les questions d'appartenances multiples et d'évaluation des unités.
- D'éviter un isolement thématique, en maintenant une approche très originale, mais en explorant davantage les possibles interactions avec des approches dont les intérêts pourraient être proches dans le domaine de l'économie du développement, de l'économie des ressources naturelles, des méthodes et des enquêtes statistiques, etc.
- D'accorder du poids à l'axe méthodologique et conceptuel, qui pourrait devenir l'axe transversal de l'unité assurant sa cohésion à moyen terme, en fonction de l'évolution des connaissances.
- De veiller à progresser en ce qui concerne la visibilité internationale des publications et des supports de publications à comité de lecture anglophones et francophones des chercheurs de l'unité.
- De continuer à participer aux recherches de financement complémentaires (dépôts de dossiers pour les ANR, GIS climat, etc.), avec le risque que la recherche sur projet ne soit pas toujours de la recherche indépendante ou ne soit pas suffisamment valorisée de manière académique.
- Il ne serait pas impossible d'explorer la voie d'une participation accrue de la co-tutelle « sud », qui pourrait bénéficier par ailleurs de financements internationaux. Ces financements pourraient contribuer aux échanges « sud-sud ».



- De poursuivre éventuellement les investigations à moyen terme concernant des rapprochements avec d'autres unités de l'IRD en vue de la pérennité, au delà du prochain quinquennal, de l'UMI éventuellement créée.

- Données de production :

(cf. http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf)

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2 dans la colonne projet	6
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5 dans la colonne projet	1
A3 : Taux de producteurs de l'unité [A1/(N1+N2)]	75%
Nombre d'HDR soutenues	0
Nombre de thèses soutenues	0
Autre donnée pertinente pour le domaine (à préciser...)	-

3 • Appréciations détaillées :

- Appréciation sur la qualité scientifique et la production :

- Pertinence et originalité des recherches, qualité et impact des résultats :

Les recherches sont pertinentes et très originales. La visibilité internationale associée à des publications dans des revues anglophones n'est pas obtenue pour un certain nombre de travaux.

- Quantité et qualité des publications, communications, thèses et autres productions :

Le nombre de thèses soutenues n'a pas été mentionné dans le dossier. Des doctorants ont de bonnes publications et ont plusieurs contributions présentées et/ou publiées.

- Qualité et pérennité des relations contractuelles :

L'unité bénéficie du soutien de la tutelle IRD.

La relation avec la tutelle de l'université de Cocody-Abidjan est associée à de forts liens personnels entre chercheurs. Cependant, l'instabilité politique en Côte d'Ivoire est un facteur de risque sur la pérennité des relations contractuelles. Le même problème pourrait se poser avec les établissements du Sénégal, du Mali ou de Madagascar, qui ne sont pas des tutelles.

L'absence de relation contractuelle avec un établissement universitaire en France est un problème à terme concernant l'école doctorale, les doctorants, l'adossement à un master recherche, la taille critique de l'unité et l'insertion dans le milieu académique en France.



- **Appréciation sur le rayonnement, l'attractivité, et l'intégration de l'unité de recherche dans son environnement :**

- Capacité à recruter des chercheurs, post-doctorants ou étudiants de haut niveau, en particulier étrangers :

L'unité a eu la capacité à attirer des chercheurs de qualité appartenant à des établissements de recherche africains. Les doctorants, notamment étrangers, sont de bon niveau. Néanmoins, la pérennité du recrutement de doctorants en France après la scission avec l'Université Versailles Saint-Quentin, n'est plus garantie.

- Capacité à obtenir des financements externes, à répondre ou susciter des appels d'offres, et à participer à l'activité des pôles de compétitivité :

L'équipe « Résiliences » est partie prenante de 3 projets de recherche des nouveaux « programmes pilotes régionaux » (PPR) créés par l'IRD après le dépôt du dossier de l'unité de recherche à l'AERES.

L'unité a par ailleurs déposé deux projets à l'Agence nationale pour la Recherche (ANR) et auprès du GIS « Climat ».

- Participation à des programmes internationaux ou nationaux, existence de collaborations lourdes avec des laboratoires étrangers :

Le projet d'UMI est fondé sur une collaboration lourde avec au moins quatre laboratoires étrangers.

- **Appréciation sur la stratégie, la gouvernance et la vie de l'unité:**

- Pertinence de l'organisation de l'unité, qualité de la gouvernance et de la communication interne et externe :

La gouvernance bicéphale avec un représentant basé en France et un représentant basé en Afrique pour chaque équipe est pertinente. Comme indiqué dans les points faibles, la communication interne et externe demanderait l'intervention d'une personne à plein temps de manière durable.

- Pertinence des initiatives visant à l'animation scientifique, à l'émergence, et à la prise de risques :

L'équipe fonctionne à l'aide de visio-conférences et de réunions sur le site de Bondy. Un ouvrage collectif va paraître début mai sur les questions d'éthique, après la publication de plusieurs autres ouvrages collectifs au cours de ces dernières années.

- Implication des membres de l'unité dans les activités d'enseignement et dans la structuration de la recherche en région :

Après la séparation avec l'Université Versailles Saint-Quentin, les enseignements des membres de l'unité seraient dispersés dans différents établissements.

- **Appréciation sur le projet :**

- Existence, pertinence et faisabilité d'un projet scientifique à moyen ou long terme :

Le projet scientifique est pertinent. Il est réalisable, avec un certain nombre de risques détaillés dans la section points faibles et risques.

- Existence et pertinence d'une politique d'affectation des moyens :

Ces points ont été assez peu détaillés dans les documents envoyés par l'équipe. Ils seront cependant cruciaux à terme, car le coût d'une unité multi-sites internationale est important. De plus, la possibilité de financement « sud-sud » pourrait être explorée avec la tutelle du CIRES à Abidjan.



- Originalité et prise de risques :

Le projet est très original. Il est associé à une grande prise de risque non seulement intellectuelle, mais aussi en termes de coordination organisationnelle (notamment dans des pays connaissant une forte instabilité politique) et d'innovation institutionnelle.

4 • Analyse équipe par équipe et/ou par projet

Compte tenu de la petite taille de chacune des quatre équipes thématiques (et non géographiques) du projet d'UMI, et au vu des synergies prévues entre ces quatre équipes, le comité d'experts a fait le choix de ne pas développer une analyse équipe par équipe.



5 • Notation

Cette unité n'a pas fait l'objet d'une notation.

Bernard DREYFUS
Directeur Général délégué à la Science
Courriel : bernard.dreyfus@ird.fr

Marseille, le 22 avril 2011

**Monsieur le Président
du Comité d'Experts
de l'AERES**

Objet : Réponse de l'IRD au rapport d'évaluation de l'unité mixte internationale de recherche UMI (IRD – CIRES) n°063 « Résiliences »

Référence rapport : UMR_RESILIENCES_B2012-EV-0755362W-S2UR120001976-RT.pdf

Monsieur le Président,

Au nom du Président de l'IRD et en concertation avec la direction du CIRES, nous remercions le comité d'experts pour son évaluation élogieuse de l'UR Résiliences concernant sa création en une Unité mixte de recherche internationale (UMI). Nous sommes très heureux de constater que le comité a apprécié la problématique développée par cette unité, sa dynamique actuelle qui se traduit par de nombreuses publications, et les projets en cours de réalisation. L'IRD s'associe entièrement à la réponse donnée par les directeurs de Unité Résiliences et apprécie fortement que le comité de d'experts de l'AERES ait insisté sur les points forts suivants, en parfaite correspondance avec les conceptions et les priorités de la recherche de l'IRD:


- L'originalité et la pertinence de recherches qui portent sur la capacité des sociétés de pays en développement à s'adapter aux chocs environnementaux, sociaux et politiques, en préconisant des méthodologies statistiques et un questionnement éthique appropriés.
- La visibilité internationale des idées portées par un projet qui se décline à travers des équipes de recherche issues de quatre pays d'Afrique et s'inscrit dans des réseaux portés par des associations scientifiques internationales reconnues.
- L'inter-disciplinarité effective des membres de l'UMI qui permet de renforcer, à travers une problématique partagée, des synergies fructueuses permettant d'allier approches quantitatives et qualitatives.

L'IRD confirme son soutien à la création de cette UMI et attire l'attention sur le gros effort de structuration et de collégialité du fonctionnement de ce collectif de chercheurs depuis plusieurs mois. Nous sommes en présence d'une équipe organisée autour d'actions scientifiquement cohérentes en phase avec la politique scientifique de l'IRD, et qui offre par-dessus tout une image de cohésion remarquable entre chercheurs du Nord et du Sud, ceci découlant de liens anciens, largement antérieurs à la mobilisation de ces derniers mois en vue de la création de l'UMI.

Le comité d'experts a noté que certaines des personnes assurant des responsabilités au sein de l'UMI (codirection et conseil) se rapprochent de la limite d'âge d'activité. La relève des générations pourra être assurée par des recrutements au sein de l'IRD ou des organismes partenaires (CIRES, ENSEA) et par l'adossement à des écoles doctorales (UCAD, université de Cocody-Abidjan, université de Paris Sud). Ceci étant l'IRD constate avec satisfaction que cette relève a déjà été envisagée en interne au niveau de l'Unité, par ceux qui sont actuellement à la tête des quatre axes thématiques.,

L'IRD souhaite rappeler par ailleurs qu'en termes de financement, il fournit une dotation pour le fonctionnement de l'Unité et pour l'impulsion de projets de recherche (sous forme de « crédits incitatifs ») qui sert de « monnaie-racine » pour rechercher des financements complémentaires auprès d'institutions françaises (ANR, AIRD, FSP), ou internationales (projets européens, ACBF de Nairobi, UEMOA et CEDEAO, ...). Ces financements ont d'ores et déjà été mobilisés en 2011 pour Résiliences témoignant de notre engagement et de notre confiance dans la concrétisation de ce projet.d'UMI.

En rappelant pour conclure notre engagement dans le projet d'UMI Résiliences - particulièrement important pour comprendre les évolutions de sociétés du Sud confrontées à des transformations et des crises aux racines et aux effets complexes - nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

 **Bernard DREYFUS**
Directeur général
délégué à la Science
IRD

Bernard DREYFUS

Bondy, 22 avril 2011

**Monsieur le Délégué
Scientifique représentant
de l'AERES**

Objet : Commentaires et corrections suggérées au rapport d'évaluation de l'unité mixte internationale de recherche UMI (IRD – CIRES) n°063 « Résiliences »

Référence rapport : UMR_RESILIENCES_B2012-EV-0755362W-S2UR120001976-RT.pdf

Monsieur le délégué scientifique,

Nous vous remercions pour l'organisation du comité de visite de l'AERES qui est venu évaluer notre « UR en transition vers une UMI » (UR/UMI), au Centre IRD France-Nord de Bondy le 8 avril 2011. Nous avons apprécié la qualité d'écoute des évaluateurs et la cohérence du rapport qui nous a été soumis. Aussi, après avis de nos partenaires au sein de l'UR/UMI, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-dessous, comme expressément demandé, un certain nombre de corrections factuelles et de commentaires en vue de la version définitive du rapport.

a) Propositions de corrections factuelles et formelles

- En page de couverture, nous proposons de rajouter le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) de l'Université de Cocody-Abidjan, Côte d'Ivoire comme cotutelle au dessous de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France.

- En page 2, pour le Nom du directeur, nous proposons d'inscrire les noms des deux co-directeurs de la future UMI avec leurs affiliations : M. Jean-Luc Dubois, IRD, et M. Mama Ouattara, CIRES.

- En page 3 : dernier paragraphe, ligne 1 et 2, nous suggérons : « ...département Sociétés qui regroupe les sciences humaines et sociales (SHS).....en anthropologie, sociologie, géographie, économie et démographie. »

- En page 4 : premier paragraphe, ligne 5, nous suggérons : « ...font toujours partie de Résiliences... »

- En page 4 : Concernant le directeur de l'Unité nous proposons d'inscrire les noms des deux codirecteurs M. Jean-Luc Dubois, IRD, et M. Mama Ouattara, CIRES. Concernant les responsables d'équipe, on pourrait aussi rajouter les affiliations correspondantes, à savoir : M. Jacques QUENSIERE, IRD, France, et M. Alioune KANE, UCAD, Sénégal ; Mme Isabelle DROY, IRD, France, et M. Patrick RASOLOFO, ROR, Madagascar ; M. Jérôme BALLETT, UVSQ/IRD, France, et Mme Alice ODOUNFA, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire ; M. Christian MULLON, IRD, France, et Mme Abibatou DIOP-BOARE, CIRES, Côte d'Ivoire.

- En page 5, dernier paragraphe, il est écrit : « Le comité d'experts émet un avis plutôt favorable sur le projet de cette transformation... ». Nous supposons que l'expression adoptée « avis plutôt favorable » a bien été choisie de préférence à l'expression « avis favorable », expression que nous avons espéré et que nous aurions largement préféré.

- En page 10 : dernier paragraphe, ligne 2, nous suggérons : « ... compte tenu d'une forte hétérogénéité de la production scientifique... ».

b) Commentaires

Le comité d'experts a émis un certain nombre de recommandations dont nous prenons acte et auxquelles nous avons commencé à apporter des réponses.

- La principale recommandation porte sur l'adossement de l'UMI à des écoles doctorales. En ce sens, des négociations ont déjà commencé avec la Faculté Jean Monnet de l'université de Paris-Sud (Paris 11). La création de l'UMI facilitera grandement leur dénouement et nous permettra d'accroître la taille de l'UMI, puisqu'une dizaine de personnes pourront la rejoindre rapidement, tout en conservant l'articulation thématique que nous proposons. On pourra ainsi assurer la relève des doctorants actuels, qui viennent de l'Université de Versailles St Quentin-en-Yvelines et programmer les nouvelles habilitations. En Côte d'Ivoire, l'UMI sera aussi adossée à l'école doctorale de l'Université de Cocody-Abidjan, qui inclut le CIRES et l'ENSEA, et qui a été fondée dans le cadre du programme PTCI.

- Nous partageons aussi l'idée de recruter dans l'UMI une personne pour suivre la progression des recherches au sein des quatre axes thématiques et veiller à leur articulation autour de la problématique partagée. Nous avons d'ores et déjà une candidate expérimentée issue de l'université de Paris-Sud pour ce poste et nous ferons tout notre possible – avec, en particulier, l'appui de l'IRD - pour qu'elle puisse rejoindre l'UMI rapidement.

- Les collaborations instituées au niveau local sont toutes en cours d'officialisation par des conventions qui visent à mieux définir les objectifs et les engagements respectifs. De telles conventions existent déjà concernant l'ODHD au Mali et l'UCAD au Sénégal. Elles sont en cours d'élaboration concernant la Côte d'Ivoire (pour la co-tutelle du CIRES) et en redéfinition concernant Madagascar. L'instabilité politique que peuvent connaître certains pays est une donnée avec laquelle l'IRD a l'habitude de traiter et dans le cadre de l'UMI Résiliences, elle fait même partie de l'objet d'étude.

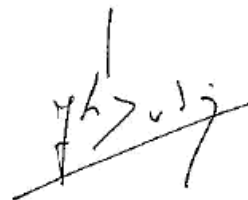
- En matière de financement pour nos activités et notre fonctionnement, nous tenons à préciser que nous avons répondu à plusieurs appels d'offre ANR, sur les observatoires socio-environnementaux et sur les inégalités, pour des montants annuels d'environ 200.000 euros. Et nous prenons bonne note de la recommandation de renforcer les relations Sud-Sud, de manière à éviter tout isolement thématique, et à bénéficier plus facilement de financements internationaux (notamment ceux du CRDI, de l'Union Européenne, de la CEDEAO, de la BAD, de l'ACBF, etc.).

-

Nous vous prions de croire, Monsieur le Délégué Scientifique, en l'expression de notre considération distinguée.



Mama Ouattara
Co-directeur en Côte d'Ivoire
UR/UMI *Résiliances*



Jean-Luc DUBOIS
Co-directeur en France
UR/UMI *Résiliances*